

P.



L. 71.1. Iran. Té/Wa.

Londres, le 1<sup>er</sup> décembre 1953.

*Rip.*  
*Doni han*  
*aa.*  
*S.M.* *zc.*

Monsieur le Conseiller fédéral,

En me référant aux communications du Département des 25 et 26 novembre et au télégramme du 30 novembre, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai fait part aujourd'hui même à Mr. Roger Allen, Sous-Secrétaire d'Etat au Foreign Office, des divers messages de notre Ministre à Téhéran.

A. m'a demandé de transmettre à M. Escher les vifs remerciements du Foreign Office pour le rapport sur la situation générale en Iran. Je n'ai pas manqué d'attirer l'attention de mon interlocuteur sur le caractère exceptionnel et confidentiel de ce document; ce qu'il a fort bien compris.

En revanche, le message télégraphique relatif à la réception du message Eden du 24 novembre n'a provoqué aucun commentaire.

1. J'ai pris texte de la dépêche publiée par le "Daily Telegraph" du 1<sup>er</sup> décembre 1953, pour demander à A. quelques précisions sur l'état actuel des pourparlers entre Londres et Téhéran. Aux termes de cette dépêche: "After a meeting of the

Monsieur le Conseiller fédéral Petitpierre  
 Chef Du Département Politique fédéral  
 BERNE.



- 2 -

Persian Cabinet to-night a Government spokesman stated that it had been decided to resume diplomatic relations with Britain".

A. me répond que, selon un câble de Mr. Henderson, parvenu au Foreign Office, le gouvernement persan serait prêt à reprendre les relations diplomatiques, à condition que Londres accepte "a different wording of the communiqué". Ce qui confirme, dans une certaine mesure, l'information du "Daily Telegraph".

2. A. précise encore une fois la position de la Grande-Bretagne: "Nous sommes prêts à reconnaître en principe la nationalisation du pétrole en Iran sans mentionner expressément la compensation". Il s'en réfère au surplus à la déclaration faite à la Chambre des Communes le 25 novembre par Mr. Eden: "The present Government, as I understand their predecessors also, are prepared to recognise the principle of the nationalisation of oil in Persia within the framework of an arrangement which, on the basis of justice and equity, satisfies the interests of the parties concerned".

A traduit en clair cette déclaration un peu sibylline par une alternative qui ne manque pas de netteté. Londres peut accepter le principe de la nationalisation à condition que:

- 3 -

a) l'Anglo-Persian "be authorised to run the oil in some disguise",

b) ou bien qu'il y ait compensation.

3. J'ai insinué que, dans la mesure où le Foreign Office se proposait d'avoir recours aux bons offices de notre Ministre à Téhéran, il conviendrait de le tenir au courant de ce qui se passe.

A. me répond qu'il serait difficile d'informer plus complètement notre Ministre. Le Foreign Office tend essentiellement à avoir "its own report", après que les relations diplomatiques auront été renouées; il n'est pas disposé à s'engager dans des discussions avec Téhéran, avant que ce stade soit franchi.

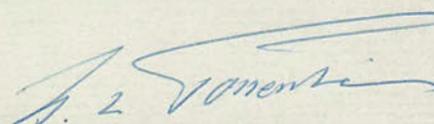
Hoover est actuellement à Londres; il est fort probable qu'il retournera à Téhéran, mais la date de son voyage n'est pas encore fixée.

Lors de sa première visite, Hoover était optimiste; il l'est un peu moins aujourd'hui, après les conversations qu'il eut à Washington, entre autres avec la Banque internationale. Il a l'impression que l'affaire ne peut guère être réglée avant que "nous indiquions what kind of settlement we have in mind", et Allen d'ajouter: "We are not going to do that".

- 4 -

Au bénéfice de ces considérations, A. conclut que M. Escher ne peut que rester dans l'expectative en ce qui concerne le fond du problème et recommander aux Persans, lorsqu'il est consulté, de reprendre les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'hommage de mon respect.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "A. Z. Vannetti". The signature is written in a cursive style with a long, sweeping horizontal stroke at the end.